



MOTION POUR L'ABANDON DE LA DEMARCHE STRATEGIQUE

Une nouvelle fois notre administration et ses agents sont une cible majeure de la politique d'austérité gouvernementale mise en œuvre sur injonction des institutions européennes.

Cette politique d'austérité qui ravage l'Europe et ses peuples dans l'unique but de satisfaire les appétits financiers des actionnaires et du patronat prend à la DGFIP le nom de démarche stratégique. Placée sous le joug de la modernisation de l'action publique (MAP), elle fait l'objet d'une impulsion vigoureuse de la part du Directeur général qui entend faire rentrer les syndicats dans le moule de ses projets régressifs.

Or , la démarche stratégique c'est :

- la poursuite et l'amplification des suppressions d'emplois,
- les regroupements de services afin de faire des économies d'échelle sans la moindre préoccupation des attentes des usagers, des impératifs de justice fiscale et de lutte contre la fraude,
- le projet affirmé de se débarrasser de certaines missions comme la gestion des organismes HLM , la tenue du plan cadastral ou les évaluations domaniales,
- la remise en cause des garanties nationales des personnels et plus particulièrement celles liées au droit à mutation, le but étant de laisser les directeurs locaux disposer des agents en fonction des contraintes des services liées à la poursuite des suppressions d'emplois. In fine c'est la déconcentration de la gestion des agents qui est à l'ordre du jour,
- la réduction drastique des moyens de fonctionnement,
- la réduction des plans de qualifications qui s'ajoute au blocage de nos rémunérations...

Pour nous, agents de la DGFIP, il ne saurait être question d'accepter et encore moins de participer à cette œuvre de régression sociale généralisée.

Au moment où se tient le Comité Technique de Réseau en présence du Directeur général, nous appuyons par la présente l'exigence des syndicats de l'abandon de la démarche stratégique.

Pour notre service public comme pour ses agents dont les conditions de vie au travail ne cessent de se dégrader, des négociations sur nos revendications doivent s'ouvrir, ancrées sur un état des lieux de la fusion que les syndicats réclament à la Direction générale depuis des mois.

Signez la motion à la sortie de la cantine....elles seront faxées cet AM au DGFIP